

Chronique de 1940-1944 de Léopold BERNARD
 retrouvée par son fils dans des archives
 et commentée par lui.

Nous avons été près de 30 000 à nous évader de la France occupée par les Allemands, entre 1940 et 1944, pour rejoindre la France Combattante du Général de GAULLE.

Je me souviens de cette journée d'octobre 1943. J'accompagnais Papa au train d'Avignon. Je portais le casse-croûte que Maman m'avait donné : un long sandwich enveloppé dans un fort papier bis. Papa, une petite valise à la main, avait une tenue sombre, une cravate, mais pas de manteau. Nous avons traversé le Champ de Mars, les Barris, le Pré Meynot.

Je vous quittais, Maman, Pierre et toi, le coeur gros, mais il n'y avait pas moyen de reculer: un Français-Alsacien, interprète à la Kommandatur de Valence, m'avait fait prévenir de ma prochaine arrestation. A part Maman, personne ne connaissait ma situation d'alors, vous n'en avez eu que des échos.

C'est vrai, qu'alors que tous applaudissaient au discours du Maréchal Pétain donnant "sa personne à la France", Papa commençait sa rébellion. Ce fut l'affaire du "Maréchal, nous voilà" que l'instituteur de l'époque, en 1940, nous faisait chanter chaque matin. L'Instituteur reçut un billet lui disant d'exempter les fils BERNARD de ce nouvel hymne. On en parla. Puis ce fut l'affaire des gardes-voies. Les Allemands exigeaient, depuis 1942, que les voies ferrées soient gardées nuit et jour par les habitants des agglomérations riveraines. A la première convocation, Papa

la rapporta à la Mairie à M. J. VABRE, troisième membre de la Délégation spéciale qui s'était substituée au Conseil municipal élu avant guerre. On en parla. Tant et si bien que, le 27 avril 1943, le Chef de Brigade de Gendarmerie de Donzère vint arrêter Papa pour le conduire à la Maison d'Arrêt de Valence pour y être interné 8 jours.

Je m'étais arrêté à Sorgues pour voir l'oncle Emile, alors militaire dans l'Armée d'Armistice. Quand j'arrivai à Toulouse, j'avais passé une longue nuit sans sommeil en ressassant sans cesse beaucoup d'interrogations. Comment Maman et vous deux alliez surmonter ces durs moments ? Je n'oubliais pas les menaces de J. VABRE, pourtant un cousin éloigné, de me faire supprimer mon emploi réservé de Receveur ruraliste et de Débitant de tabacs. Comment allait réagir la Gestapo de Montélimar, alors que M. SPEZINI, dans le même réseau de résistance que moi, venait d'être arrêté et déporté en Allemagne ? Comment allait se passer cette évasion, la quatrième ? Le 19 juin 1940, alors en garnison à Fréjus, le Chef de Corps de mon régiment m'avait chargé de rassembler les cadres, Sous-officiers et Officiers, qui voulaient continuer la lutte, afin de prendre le dernier bateau anglais qui devait quitter Cannes. Le Général commandant notre division fut mis au courant de notre tentative de "désertion" et tout échoua. Le 8 avril 1942, avec mon ami de régiment C. LECOMTE, sans aucune connaissance de filière d'évasion, nous avons essayé par la frontière espagnole. Nous avons échoué au Pas de Las Case, le col étant bloqué par la neige. Le 25 septembre, ce fut la troisième tentative par une filière animée par mon ancien commandant de compagnie, le Capitaine JOUBIN à Pamiers. Malheureusement, la police de Vichy venait d'arrêter tous les membres du réseau. Ce fut l'échec. Enfin, c'était le 16 octobre 1943. Le 13, j'avais reçu une lettre de mon ami LECOMTE ; il me fixait un rendez-vous à la gare de Toulouse. Il faut comprendre l'atmosphère de l'époque. Des années après, cela semble irréel. Les Allemands

sont aujourd'hui nos amis. La France est un pays de libertés, la vie y est douce. Or, ce 16 octobre 1943, au rendez-vous, il n'y avait personne, les journaux commentaient abondamment, avec force détails, dans un but dissuasif, les arrestations de "déserteurs", leur déportation, les exécutions à la frontière espagnole par la police allemande. Et puis, il y avait l'incertitude de l'internement dans les prisons espagnoles assimilées à celles de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie.

Mais tout devait bien se terminer. Mon ami LECOMTE dormait dans la salle d'attente, avec lui un jeune étudiant en médecine qui allait s'évader avec nous : R. CHOQUER.

Jusqu'à Pamiers, le voyage fut sans histoire. Nous étions attendus à la gare par un passeur espagnol vivant en France, M. LOPEZ. "Je suis venu vous prendre avec mon gazogène, pour vous mener à Ussat-les-Bains. La police allemande contrôle tous les trains en gare de Foix."

Nous avons fait de nombreux détours, par des routes impossibles, pour arriver, tous phares éteints, à 21 km d'Ussat, dans une cache sûre, où nous avons attendu, allongés, grelottants, par un froid de loup, dans une vallée encaissée de l'Ariège. Peu après, en prenant des précautions, M. LOPEZ est revenu nous chercher pour nous conduire dans une grotte, où nous avons passé le reste d'une nuit agitée, serrés les uns contre les autres, pour nous protéger du froid. Au petit matin, notre ami, entrepreneur en maçonnerie à Ussat, est revenu avec une mauvaise nouvelle : il ne pourrait nous accompagner à la frontière espagnole : de nombreuses patrouilles allemandes sillonnaient la vallée avec des chiens dressés à la recherche des fuyards. "Nous sommes tous sur surveillance et c'est très risqué, pour ma famille et pour moi-même. Voici la carte Michelin n°85, j'y ai marqué les passages dangereux. Voici du ravitaillement et, au-dessus de vous, les crêtes des Pyrénées à franchir."

Avec le recul du temps, j'apprécie hautement le geste désintéressé de notre ami espagnol qui, depuis 3 jours, s'était mobilisé pour nous servir en nous disant qu'il ne faisait que son devoir d'hôte de la France. Je sais maintenant que la moyenne des sommes demandées par les passeurs était de 20 000F par fuyard (en francs 1943 ; un cadre supérieur de cette époque gagnait 5 000F par mois).

Ces Pyrénées s'élevaient au-dessus de nous comme une muraille. Livrés à nous-mêmes, nous commençâmes l'escalade dans le sous-bois peuplé de noyers, de noisetiers, de bouleaux. Le brouillard et la pluie ne nous quittèrent pas jusqu'au sommet du premier pic, à 2 700 m. A mi-chemin, nous avons rencontré un vieux paysan qui devait ramasser des champignons. Devinant ce que nous faisions, il nous dit : "Pauvres petits, moi aussi j'ai un fils artilleur en Afrique. Faites bien attention à la montagne." C'était notre dernier Français de la France occupée.

Profitant de la lenteur et du silence de notre ascension, je me remémorais quelques figures amies qui, avec ma famille, m'avaient accompagné durant ces derniers jours : le Docteur MALY, JULLIEN, l'historien donzérois, BLACHE, GILLES, FABRE, Melle RIEU.

Il n'y a plus de sentier, nous marchons dans la bruyère ou sur de petits arbustes à fleurs jaunes. Le deuxième pic est atteint sans problème, puis le troisième à la nuit tombante. Aucun abri ; aussi décidons-nous, malgré le brouillard et la nuit opaque, de poursuivre notre route... Et enfin ! la descente vertigineuse vers le torrent qui roule bruyamment plus bas. Il pleut. Nos connaissances en orientation, notre carte Michelin, et la chance, nous amènent à un ponceau gardé par un poste de la SEGURIDAD espagnole. Nous l'évitons et piquons vers l'ouest, vers Ordino, en République d'Andorre. A la frontière entre Andorre et l'Espagne, le 20 octobre, il est 17 heures ; nous sommes assez bien accueillis par les carabiniers espagnols qui nous fouillent, nous demandent nos identités (car nous étions

volontairement démunis de pièces d'identité) et, en camionnette, nous conduisent à Seo d'Urgel, à une estancia organisée par le Comité de Libération de la France Libre camouflé en Croix-Rouge Française, pour recevoir les évadés de France. C'est cette semi-complicité qu'ira saluer le Général Franco.

Le 21 octobre, nous avons un nouvel interrogatoire d'un commissaire de police de la Seguridad espagnole. Encore 8 jours d'attente, et, en autocar escorté par des guardias civiles, nous sommes conduits à Lerida et parqués dans un jardin attenant au Commissariat de police. Nouvelle fouille, nouvel interrogatoire pendant 8 heures. Puis internement à la prison municipale, crânes tondus. Le 28 décembre, nous embarquons sur un bateau français le "Gouverneur Général LAPIERRE", pour débarquer le 31 décembre à Casablanca. Dirigés sur Bougie, incorporés au 13e Régiment de Tirailleurs Sénégalais. Le 5 février 1944, j'intégrai les Services Spéciaux de la Sécurité Militaire rattachée au BORA.

Mon évasion s'achèvera le 1er juillet 1945, date de ma démobilisation en France.

Que dire de cette chronique d'une période déjà bien lointaine ? J'avais rêvé, en juin 1940, lorsque, encore mobilisé, je fus chargé de réunir ceux qui voulaient continuer la lutte j'avais rêvé de la grandeur de mon pays, alors que la défaite en cours annonçait son abaissement. Il m'aura fallu 3 ans de tentatives pour réaliser mon rêve. La leçon pour nous, c'est qu'il faut croire à la France, à sa civilisation faite de gens qui ont la même histoire, la même croyance en la Vie et à la Mort.

Nous avions survécu à Donzère. Papa nous avait écrit une carte très laconique signée LEROI LEOPOLD par l'intermédiaire de la Croix-Rouge Internationale. Alors en quatrième au collège de Montélimar, j'avais assisté à l'arrestation dans notre classe de notre Camarade LIBERMAN qui avait 14 ans. Le 15 août 1944, nous avions été, Maman, Pierre et moi,

parmi les arrêtés de la place de la Fontaine, à l'entrée de la Grand'rue. 10 d'entre nous avaient été pris en otages parce qu'un coup de feu de faible calibre avait été tiré sur un rassemblement de soldats allemands au repos sur le Champ de Mars. C'est sur l'intervention du Feldwebel YOUNG du Relais des P.T.T., que Maman, A. BOUVET, Pierre et moi étions allés voir, que les otages furent libérés le lendemain matin. Entre temps, nous avons essuyé une rafale de pistolet-mitrailleur au-dessus de nos têtes, la première de notre vie, alors que nous revenions au village, après le couvre-feu. Quelques jours plus tard, réfugiés dans un village éloigné de la vallée du Rhône, nous rencontrerons, en faisant des courses, un véhicule bizarre monté par 3 soldats camouflés. Le véhicule s'arrêtant à notre hauteur, on nous posa une question que personne ne comprit. Madame ICARD répondit : "Vous devriez vous dépêcher, car les Américains arrivent". Indignation sur le véhicule en français : "Nous... Américains". Le véhicule était une jeep et on nous avait parlé anglais... Il était temps que je mette en application mes connaissances scolaires.

Mis en forme par Serge BERNARD